 **RAPPORT SUR LE COLLOQUE RELATIF**

**À**

**« L’INTELLIGENCE ARTIFICIELLE  
DANS LE PROCÈS ADMINISTRATIF »**

**25 et 26 MAI 2023 À MONTPELLIER**



**SOMMAIRE**

**Partie I. La présentation de l’IA et l’exposé des concepts clefs**

1. L’ouverture sur la présentation générale de l’IA

2. Les pouvoirs publics et la stratégie nationale de l’IA (SNIA)

3. L’Open Data des décisions de justice en France

**Partie II. L’IA dans procès administratif**

4. L’IA dans le procès administratif peut aider les métiers de la justice

5. La justice dématérialisée, e-justice

6. Les applications de l’IA au profit de la justice

**Partie III. Les outils IA au service des avocats**

7. La justice prédictive et le moteur de recherche « PREDICTICE »

8. SEPTEO un outil de stratégie de l’IA

9. Les chantiers du ministère de la Justice

10. Les « chantiers »de l’IA au Conseil d’État

**Partie IV. Les projets européens et l’intelligence artificielle**

11. Les enjeux socio-économiques européens de l’IA

12. Le règlement européen de l’IA

13. La vision stratégique de la justice et l’IA montre l’importance des défis à surmonter



La DMIA a participé avec les magistrats du Tribunal administratif de Montpellier en particulier avec **M. Jean-Philippe GAYRARD,** ains**i** qu’avec **M. Guillaume AVRIN,** coordonnateur national de l’IA, aux échanges du **colloque européen sur « l’IA dans le procès administratif ».** Mme. Mélissa KAYHAN de l’Université de Toulon chargée d’études juridiques à la DMIA a réalisé ce rapport.



*Le vice-président Jean-Philippe GAYRARD du Tribunal administratif de Montpellier a organisé avec les associations des juges administratifs italiens, allemands et français (AJAFIA) ce colloque sur l’IA dans le procès administratif.*

Ce colloque innovant a été coorganisé par (1) l’association des juges administratifs français, italiens et allemands, (2) le tribunal administratif de Montpellier et (3) le centre de recherches et d’études en droit administratif de l’Université de Montpellier. Il bénéficie en outre du soutien de la (4) préfecture de l’Hérault, de (5) Montpellier méditerranée métropole, du (6) Conseil de l’Europe et du (7) Conseil d’Étatreprésenté par sa direction des systèmes d’informations.

(reprendre la chronologie des intervenants et les intitulés exacts des interventions ou faire un copier/coller de la plaquette de présentation ?)

1. Les chantiers de l’IA au niveau du ministère de la justice

Mme. Claire STRUGALA, Chargée de mission auprès du service de l’expertise et de la modernisation du ministère.

1. L’IA dans le procès administratif

M. Vincent L’HÔTE, Président de Chambre au Tribunal Administratif de Grenoble.

1. L’Open Data par rapport à la justice administrative.

M. Marc CLÉMENT, Président de chambre au Tribunal administratif de Lyon.

1. Les outils IA au service des avocats.

Me Louis LARRET-CHAHINE, Avocat et cofondateur de la société Prédictice.

M. Dan KOHN, Directeur de la Prospective et de l’intelligence marché, société Septeo.

1. Les chantiers en cours au niveau du Conseil d’État.

M. Sylvain HUMBERT, Secrétaire général adjoint des juridictions administratives et du numérique.

1. Discours de clôture.

M. Alexandre LALLET, Conseiller d’État, coordinateur de l’étude du Conseil d’État sur « L’intelligence artificielle et les pouvoirs publics » (mars 2022).

1. La préfecture de Hérault et l’IA.
2. **La présentation de l’IA et l’exposé des concepts clefs**
3. **L’ouverture sur la présentation générale de l’IA**

L’intelligence artificielle est définie par le Parlement européen comme **« la possibilité pour une machine de reproduire des comportements liés aux humains, tels que le raisonnement, la planification et la créativité ».**

M. **Denis BESLE, Président du Tribunal Administratif de Montpellier,** dans son discours d’ouverture, a posé la problématique suivante « **Qu’est-ce qu’on peut attendre de l’IA et savoir comment l’IA va impacter la manière de travailler pour les tribunaux administratifs ? »**. Cette problématique, sera finalement un fil conducteur durant tout le long du colloque sur « IA dans le procès administratif ».



*Le président Denis BESLE du Tribunal administratif de Montpellier et le président de l’université de Montpellier Philippe AUGEentourent le maire de Montpellier Michaël DELAFOSSE pour le discours d’ouverture.*



*M. Michael DELAFOSSE, maire de Montpellier, a ouvert le colloque et a pu recevoir le livret sur le « TAL en 40 chapitres » de la part du préfet Jean-Martin JASPERS et de M. Clément BEAUDON de la DMIA.*

**2. Les pouvoirs publics et la stratégie nationale de l’IA (SNIA)**

M. Guillaume AVRIN, **Coordonnateur national pour l’intelligence artificielle,** présente **la stratégie nationale** de l’IA (SNIA) lancée par l’État en 2018.Cette **stratégie se met en place en 2 phases**, la 1ère phase couvre la période de 2018 à 2022, son objectif est de structurer un écosystème, avec la remise du rapport VILLANI et un budget de déploiement de 1,5 milliards d’euros.Ont été lancés 4 instituts de **pôle d’excellence et 150 programmes, ainsi que 300 programmes doctoraux.** L’utilisation du supercalculateur « Jean ZAY » a permis aux équipes de recherche de travailler aussi avec des giga modèles génératifs, permettant d’opérer une capacité de calcul importante.

La **2ème phase de la stratégie nationale** de l’IA commence en mai 2022 : elle possède également **un budget de 1,5 milliards d’euros.** L’objectif principal est de **diffuser l’IA dans l’économie,** afin de s’incorporer dans une stratégie articulée avec les Big tech (le marché américain et le marché chinois). Les acteurs ont intérêt à **se focaliser sur une IA en tant que produit,** et non comme un objet de recherche fondamentale.

Cette 2ème phase de la stratégie nationale existe également à l’échelle interministérielle et européenne. Pour faire progresser la mise en œuvre de cette stratégie IA, M. Guillaume AVRIN a insisté sur 3 axes :

1. La **formation des talents à l’aide d’un budget SNIA** de 700 millions euros ;

2. Un **soutien à l’offre « *deeptech* »**;

3. Un **rapprochement entre l’offre de la demande**.

Ces 3 axes consistent essentiellement à **déployer l’IA dans le secteur professionnel**.



*M. Guillaume AVRIN et Mme la professeure Madalina CROITURU ont figuré parmi les premiers conférenciers au colloque*.

**3. L’Open Data des décisions de justice en France**

M. **Marc CLÉMENT, Président de chambre au Tribunal administratif de Lyon,** ayant par son passé d’ingénieur des capacités de programmation en Python et une très large culture de l’IA, a démontré **que la politique publique de l’Open Data a également concerné les décisions de justice depuis 2016**.

Les **jugements sont accessibles au public sous format électronique**. Ils sont générés à l’aide d’une **base de données dénommée « JADE ».** Cette base de données nationale a permis de mettre à disposition aujourd’hui **la totalité des jugements de 1ere instance.**

Le 9 mai 2018, le **professeur CADIET établit un rapport** portant sur la mission d'étude et de préfiguration sur l'ouverture au public (Open data) des décisions de justice, remis au ministre de la Justice.La **question de la protection des données personnelles devient une problématique de plus en plus importante**, nécessitant un suivi juridique constant. Les données personnelles deviennent très facilement accessibles à tout le monde, il suffit de réaliser une recherche sur n’importe quel moteur de recherche d’Internet.



*La juridiction administrative a la chance de compter parmi ses présidents de chambre M. Marc CLEMENT qui a un haut niveau d’expertise en IA et une capacité de programmation en python.*

M. Marc CLÉMENT insiste sur **l’importance d’orienter les analyses sur le traitement automatique du langage** (TAL). Son observation se fait sur une utilisation graduelle des algorithmes avec **5 niveaux d’automatisation** : (1) avec une base de données juridiques, (2) une base de données interactives, (3) une proposition de contextes juridiques (4) et une proposition de solutions juridiques et de scénarios (5) afin d’obtenir une solution juridique automatique.

Le cœur du travail en IA de M. Marc CLÉMENT est sa participation à la création du site **www.lawdataworkshop.eu,** en utilisant massivement le TAL. Ce site européen est un outil permettant à tout le monde, et surtout aux juristes, de **saisir une information avec l’usage d’un moteur de recherche** pour trouver une décision juridique. La particularité de « *lawdataworkshop* » est surtout la création d’un **modèle de recherche qui permet d’identifier instantanément toutes les références juridiques** présentes dans un jugement et d’y accéder.

En principe, **toutes les décisions de la justice administrative se trouvent sur le site du Conseil d’État** mais, en réalité, il est possible de se trouver face à des jugements différenciés **sous format de fichier ZIP, HTML peu accessibles,** créant un effet de blocage pour leur exploitation numérique. L’**Open Data n’est pas encore un élément qui permet de mieux communiquer avec le public.** Il le deviendra entre 2024-2030, à condition d’utiliser des outils suffisamment entraînés avec de l’IA.

1. **« L’IA dans procès administratif »**

**4. L’IA dans le procès administratif peut aider les métiers de la justice**

Mme **Lucie CLUZEL-METAYER, professeure à l’Université de Paris-Nanterre,** a précisé que depuis quelques années les outils de l’IA intègrent la sphère juridique en tant qu’IA d’assistance.



Les **5 exemples d’IA d’assistance** sont les suivants :

(1) L’IA pour la **recherche de documentation juridique,** ce qui est particulièrement utile tant pour les magistrats que pour les avocats.

(2) Une **aide au traitement administratif des dossiers contentieux**, tel que l’enregistrement des recours, ce qui peut aider les greffiers avec des automatisations.

(3) La détection des séries contentieuses et la **création automatisée de procès-verbaux** d’audience, permettant de gagner du temps.

(4) La **traduction en langues étrangères** des décisions de justice, ce qui est de plus de plus important en Europe avec 22 langues de travail.

(5) La **pseudonymisation des décisions de justice,** afin de pouvoir les rendre publiques sans avoir à réaliser ces tâches manuellement.

**L’IA d’assistance est considérée comme une IA « sans risques** », contrairement, à l’IA d’aide à la décision qui est un sujet beaucoup plus sensible.

L’**IA d’aide à la décision devient risquée**,lorsque son **but est d’identifier, d’analyser et de résoudre des questions ou d’opérer des recommandations de solution au juge**, dans un litige.

L’autre sujet d’IA **controversé est celui du « juge robot » ou de la justice robotisée**.

En France, **une loi du 23 mars 2019 a été adoptée et prévoit l’interdiction de la réutilisation des données d’identités des magistrats et des membres du greffe** ayant pour objet d’évaluer, d’analyser, de comparer et de prédire leur pratique professionnelle.

À l’international, il existe déjà des « **logiciels de jurimétrie »** comme **l’algorithme COMPAS, utilisé par la justice pénale américaine** et évaluant, sur la base de 137 données d’entrée, le potentiel **risque de récidive d’un détenu à sa sortie**. En 2016, une ONG « PROREPUBLICA » a démontré que l’algorithme était **discriminant contre la population afro-américaine**. Cette population était classée par l’IA comme ayant un **potentiel de récidive 2 fois plus élevé** que le reste de la population.

En France, il est **n’est pas possible d’utiliser des logiciels comme COMPAS** ; cela soulèverait des questions techniques, éthiques et juridiques.

En résumé, **l’IA dans la justice rencontre plusieurs limites** :

(1) Une **limite de la solution :** le système d’IA de justice prédictive ou de jurimétrie soumettent **juste une probabilité de solution**. Cela ne donne pas la bonne solution, parce que fondée uniquement sur les solutions apportées par les juges précédents.

(2) Une **limite technique** car les systèmes utilisés ne sont pas assez performants**.** En 2016, une étude réalisée par la CEDH sur ces logiciels a démontré que l’IA n’est pas entièrement fiable car elle présente un **degré de prévisibilité de l’ordre** de 80%. Les citoyens acceptent les failles humaines du juge mais pas celles d’un système d’IA.

(3) Une **limite de raisonnement**, l’IA est considérée comme une **boite noire**. Les analystes ne savent pas comment elle fonctionne exactement : **or un jugement doit toujours apporter un raisonnement juridique**. Sans raisonnement juridique, est soulevée la question **de l’impartialité de la décision de justice, par rapport à l’article 6 de la CEDH**.

**5. La justice dématérialisée, e-justice**

M. **Daniel LI CHEN, Professeur à la Toulouse *School of Economics*** a évoqué le phénomène **des procès filmés et diffusés en direct**.La justice est plus accessible via les visioconférences, les logiciels et les applications en libre-service.

Ces applications numériques s’utilisent comme un outil d'assistance comme, par exemple, en pré remplissant des formulaires. Le **système de recommandation basé sur l'IA propose à un décideur la meilleure prédiction**, sur la base de ses décisions juridiques antérieures.

A l’échelle **internationale, sont utilisés des logiciels juridiques de prédiction d’algorithme** :

(1) Les États-Unis, utilisent le **logiciel COMPAS**. Ce logiciel porte sur la prédiction du récidivisme des détenus.

(2) La Chine **utilise un « procureur robotique » doté** d'IA qui peut déposer une **accusation avec une précision de plus de 97 %**, sur la base d'une description du cas.

(3) L’**Estonie** a affirmé en 2019, sa volonté de concevoir un **« juge robotique » pour trancher les litiges inférieurs à 7 000 euros,** ce qui a constitué, en Europe, une première.

(4) Le **juge** **Colombien M. Juan Manuel PADIA a utilisé**, **dès janvier 2023, l’outil d’IA générative ChatGPT** pour rendre un verdict dans une affaire concernant la gratuité des soins au profit d’un enfant autiste.

La e-justice est rentrée dans une ère d’expérimentation avec l’appui de l’IA.

**6. Les applications de l’IA au profit de la justice**

M. **Vincent L’HÔTE, Président de Chambre au Tribunal Administratif de Grenoble** évoque des outils d’IA particulièrement innovants et bénéficiant d’une technologie poussée.

Un exemple est l’application est « **ALICEM / Authentification en LIgne CErtifiée sur Mobile »,** **une première solution d’identité numérique régalienne sécurisé pour l’authentification en ligne certifié sur mobile.**

ALICEM a été développé par le ministère de l’Intérieur, validé par la CNIL, utilisant un système d’IA, qui sert à effectuer des démarches administratives sur téléphone mobile.

**L’enjeu de la téléprocédure est l’identification électronique** qui connaît souvent des faiblesses au niveau du mot de passe. Afin de pallier cette difficulté et sécuriser la plateforme, un décret a mis en place **un système de protection élevée avec un double test d’identification**.

L’usager de la justice qui utilise ALICEM doit **enregistrer une courte vidéo** àpartir de laquelle un **algorithme de reconnaissance faciale vérifie automatiquement son identité**. Une fois l’identité de l’usager authentifiée par le système, il peut ensuite finaliser son inscription et faire des démarches en ligne en utilisant des identifiants électroniques.

Cette application ALICEM a soulevé, devant le Conseil d’État, une question importante qui porte **sur la liberté du consentement**, **donné par l’usager, sur le traitement de sa reconnaissance faciale**, pour savoir si ce consentement est véritablement libre. L’usager de la justice qui refuse de donner son consentement pour le traitement de ses données ne peut donc pas utiliser ce service. Le Conseil d’État a rejeté ce recours.

Une autre application innovante d’IA est introduite par la loi du 29 décembre de 2019, qualifiée par la CNIL de **« traitement d’un genre nouveau »** qui permet **le « *web scraping* / moissonnage » administratif**. La recherche automatisée d’informations, sur Internet et les réseaux sociaux, est possible.

Cette application est utilisée pour **effectuer le tri et une recherche de données par les administrations fiscale et douanière**. Elles sont désormais utilisées, à titre expérimental, pour collecter et pour exploiter, de manière automatisée, l**es contenus qui sont librement accessibles sur Internet pour la recherche de certaines infractions pénales** ou de certains manquements, pouvant donner lieu à des sanctions fiscales ou douanières.

Ces **innovations permettent à l’administration de la justice d’aller d’elle-même chercher les données** dont elle va avoir besoin pour l’exercice de ses missions sur des **sites**, **librement accessibles sur Internet,** où les données sont mises en ligne par les internautes eux-mêmes.

Le Conseil constitutionnel s’est prononcé sur ce dispositif. La haute juridiction a admis que le législateur renvoie le dispositif au pouvoir réglementaire, avec le soin de fixer les modalités de fonctionnement du système.

Le paramétrage ne relève pas de la loi et du contrôle de constitutionnalité mais du pouvoir réglementaire et du contrôle de légalité. Les **données collectées doivent être transmises à l’administration fiscale ou judicaire pour apporter un contrôle humain**.

Le Conseil d’État, s’est prononcé, lors de sa saisine sur le **décret du** **22 juillet 2022 en indiquant qu’il appartient à l’administration**, **avec le contrôle du Juge**,de veiller à la spécificité, à la fiabilité sans le caractère discriminatoire de la mise en œuvre du point (?) d’exploitation.

Le 27 mars 2020, est créé par **décret un projet appelé « DataJust** ». Ce projet a été **abandonné en 2022,** après 2 ans d’expérimentation. DataJust était un outil qui aurait permis de développer **un algorithme chargé d’extraire de manière automatique et d’exploiter les données contenues dans les décisions de justice,** portant sur **l’indemnisation des préjudices corporels.**

Le dernier exemple, « **PARCOURSUP »,** est un logiciel toujours actif, utilisé pour **affecter des lycéens de terminale** **en formation de 1ère année de l’enseignement supérieur. PARCOURSUP** fonctionne avec **un algorithme qui est destiné à satisfaire au mieux les préférences des candidats,** en respectant les attentes des établissements et les critères fixés par le législateur.

Ce logiciel a suscité une question devant le Conseil d’État relative à l’exigence de **transparence**, **des articles 311 et suivants du Code des relations entre le public et l’administration**,en matière de traitement algorithmique. Le droit à la communication **n’a pas donné lieu à des nouveaux recours sur les paramétrages** de PARCOURSUP.

1. **Les outils IA au service des avocats**

**7. La justice prédictive et le moteur de recherche « PREDICTICE »**

M. **Louis LARRET-CHAHINE, avocat et cofondateur de la société PREDICTICE**, a créé cette société lorsqu’il était encore élève-avocat. Dans ses débuts, PREDICTICE permettait essentiellement d’extraire des informations situées dans les jurisprudences, comme une **intelligence d’assistance**.

En 2023, sont **accessibles en ligne de façon libre et réutilisable, presque toutes les décisions de l’ordre administratif**. Ce flux de données a permis de générer du **« Big Data judiciaire** » sur un volume de **4,2 millions de documents**.

Le Big Data utilise la **méthode de « *parsing*** / analyse syntaxique » : l’utilisateur peut poser sur une couche de métadonnées, sur un texte, le *parsing* qui va **identifier les noms et prénoms, les termes juridiques et les montants** présents dans une jurisprudence. Il s’agit donc d’utiliser le TAL. En 2023, cette méthode a une **finesse de compréhension évaluée à environ 96**%.



La **justice prédictive** intègre **le calcul des chances de succès, la durée ou les enjeux financiers d’une affaire**. La création d’un **rapport d’analyse statistique**, **comprenant toutes les informations** précédemment citées, est le travail fourni par PREDICTICE à des cabinets d’avocats qui souhaitent bénéficier de cette assistance d’IA. Ce rapport de recherche et d’analyse est souvent facturé par les avocats en moyenne à 150 euros car il offre un éclairage intéressant pour toutes les parties. Les chances de succès ou l’utilité de recourir à une conciliation peuvent se discuter plus facilement avec une telle vision.

Par la suite, PREDICTICE a créé aussi un **moteur de recherche sémantique qui permet de trier les décisions juridiques**, selon leur sens. Par exemple, il est possible de **demander à l’algorithme de trouver une décision de justice** selon les sujets exacts par l’usager ou par un avocat.

PREDICTICE offre également la possibilité de **créer des pages profil sur des cabinets d’avocats**. Cet outil reste **totalement interdit par la loi française**, **lorsqu’il s’agit d’offrir une page de profil sur les magistrats** **eux-mêmes.**

L’outil permet aussi une assistance juridique fonctionnant avec **un corpus de 4 millions de questions doctrinales.**  Il fournit des **réponses déjà faites avec des sources vérifiables** et peut également **reformuler la question doctrinale** pour qu’elle soit plus juste.

**8. SEPTEO une orientation stratégique de l’IA**

M. **Dan KOHN, Directeur de la Prospective et de l’intelligence marché de la société SEPTEO**, qui dénombre 150 000 utilisateurs, avec notamment des notaires, des syndicalistes, des responsables des ressources humaines, des commissaires de justice et des avocats. SEPTEO rassemble 750 millions de documents provenant des clients, avec la constitution d’un circuit fermé et adapté à chaque cas d’usage.

La solution avec de l’IA permet de s’adapter au profil de l’entreprise qui a vocation à élaborer une stratégie. Des informations, comme le temps de travail sur un dossier, la connaissance des prévisions de saisonnalité et le savoir sur le patrimoine contractuel, sont produites avec les automatisations.

La 1ére étape consiste à **récupérer des documents d’extraction d’entités nommées**,comme les noms, prénoms, profession, nationalité, numéro de sécurité sociale, adresse. Pour les comparants moraux, des éléments de dénomination sociale, de forme juridique, de montant du capital, de lieu, numéro RCS et d’adresse. Une analyse est possible pour les représentants des entreprises, comme les avocats avec les adresses électroniques, le numéro de téléphone, le nom du cabinet.

Des informations sur les dossiers, comme sur les parties, le nom du tribunal, la date de l’audience, sont produites pour analyser, par la suite tous ces éléments.

La 2eme étape, l’utilisateur peut **analyser la nature du document. SEPTEO permet de déterminer si le document utilisé est un contrat ou une assignation**, par exemple. La solution permet d’améliorer la qualité des dossiers numériques. Après avoir traité tous ces éléments, le processus d’apprentissage à l’aide de « *machine learning* » et du « TAL » est utilisé sur des **jeux d’entraînements et des jeux de tests**, pour donner une évaluation.

Enfin, la 3ème étape est d’**utiliser le « *Corpus gold* » de SEPTEO donnant**, **selon l’entreprise**, **une moyenne 89% résultats**. L’IA contribue ainsi à l’automatisation de tâches.

**9. Les chantiers du ministère de la Justice**

Mme **Claire STRUGALA, Chargée de mission auprès du service de l’expertise et de la modernisation du ministère de la Justice**, évoque comment le ministère de la Justice souhaite incorporer l’IA.

Le ministère de la Justice souhaiterait entamer une réflexion sur les outils et applicatifs métiers qui reposent sur une technologie d’IA : des outils d’aide à la décision, à l’automatisation de la relation à l’usager.

Optimiser ses ressources à la faveur de l’automatisation d’une activité, pour que les agents puissent être redéployés sur d’autres missions ou se concentrer sur des tâches plus complexes, sera utile.



*Mme Claire STRUGALA, Chargée de mission auprès du service de l’expertise et de la modernisation du ministère avec M. Clément BEAUDON.*

Une **automatisation des tâches répétitives ou fastidieuses**, telles que la **recherche documentaire**, la **traduction automatique**, la **retranscription des actions/débats** (PV), le pilotage de **l’activité jurisprudentielle** et une aide à la **mise en forme d’actes de justice,** pourraient être envisagés.

Enfin, l’IA pourrait soutenir, au profit de la justice, des **activités de contrôle** et de surveillance, de **biométrie,** et d**’analyse comportementale des détenus**.

Pour le ministère de la justice l’intégration de l’IA dans les applicatifs métiers soulève plusieurs enjeux.

1. Les enjeux technologiques et budgétaires

Les moyens de compétences en interne sont, en 2023, la **création d’un Datalab** et, dans chaque direction métier, un **laboratoire et pôle innovation**. A la Cour de cassation, s’opère un travail avec des experts data qualifiés, habilités et formés aux enjeux de la justice.

Le ministère de la Justice et les **juridictions sont de plus en plus souvent approchés par des Legatech** qui viennent présenter leur système d’IA appliqués à la justice. Cette coopération est envisageable dans la mesure où il y a une **forte réglementation autour du logiciel**,pour s’assurer du respect de la pureté des droits et des principes.

1. Les enjeux juridiques et éthiques

Le droit n’est pas applicable de la même manière au secteur public et privé. L’une des plus grandes préoccupations du ministère de la Justice, est constituée par la perspective d’avoir, souvent, environ 1**8 mois d’attente pour disposer d’une analyse d’impact** **en matière de protection des données** (AIPD).

Si le ministre souhaite déployer un SIA qui repose sur un traitement de données à caractère personnel, un certain nombre d’obligations administratives doivent être respectées (avis CNIL, AIPD, décret dans certains cas) ; ce qui peut retarder de plusieurs mois la mise en œuvre du projet.

Les SIA soulèvent un certain nombre d’interrogations éthiques et déontologiques dans les pratiques professionnelles telles que :

* l’IA peut porter **atteinte au principe d’individualisation de la peine**, car l’IA est purement statistique, elle est juste révélatrice d’une moyenne et ne s’applique pas au cas par cas, or chaque procès est individuel et différent. L’IA est considérée comme une boîte noire, on ne sait pas comment expliquer les décisions qu’elle nous soumet, chaque jugement doit être motivé par un raisonnement juridique ;
* l’IA peut **porter atteinte à l’indépendance du magistrat** et à son intime conviction du fait du caractère performatif, cela pourrait avoir pour effet de remettre en cause les décisions des magistrats qui ne suivent pas les solutions du système ;
* l’IA peut **porter atteinte au principe de légalité**, car la jurisprudence n’est pas figée, contrairement à la loi. L’application de statistiques antérieures pourrait conduire à fixer l’analyse jurisprudentielle et notamment à empêcher les revirements ;
* Le phénomène de factualisation du droit, car la machine ne fait pas différence entre les différentes normes, car tout est mis au même niveau et cela pose des questions sur les outils de jurimétrie.

Le ministère de la Justice a décidé d'interdire l'utilisation de ChatGPT sur le poste des agents car :

* ChatGPT n’anonymise pas les données ;
* Les données peuvent être croisées sans que l’on puisse s’assurer de l’exactitude des informations qui sont ensuite produites par ChatGPT ;
* Les données sont transférées aux Etats-Unis qui n’ont pas la même protection du citoyen que la France.

1. Les enjeux humains

Les **États généraux de la justice ont révélé qu’il était nécessaire de remettre les utilisateurs au cœur de la transformation numérique**.

Un constat est la **souffrance des agents par rapport à un environnement de travail numérique trop complexe**. À la Cour de Cassation, 2 projets sont à l’étude ; le plus prometteur porte sur un projet d’orientation des mémoires ampliatifs qui permet d’être une aide pour l’attribution d’une requête à une chambre.

Au ministère de la Justice, existe aussi **le projet « TRAUNE »,** qui est un **traducteur automatique neurologique des documents écrits**.

TRAUNE comporte une **capacité à importer des dictionnaires « justice »** comme **« ECROU »**, permettant aux agents du ministère de disposer d’un module de traduction sécurisé.

**10. Les « chantiers » de l’IA au Conseil d’État**

M. David BOUCHENY, Directeur des systèmes d’information du Conseil d’Etat a précisé que la haute juridiction a encore quelques craintes par rapport à l'IA. Ce volet technologique est encore peu connu et peu expérimenté. Les craintes principales portent sur la décision juridique automatique et la perte d'autonomie du juge.

Cela n’empêche pas au Conseil d’État de considérer l'IA comme un outil utile et intéressant, lorsqu'elle est utilisée pour épauler des tâches fastidieuses et chronophages.



Au sein du Conseil d'État, des expérimentations telles que le projet « Datalab » ont été réalisées en 2020. Le projet Datalab, a été la 1ère tentative d'utilisation de l'IA, lancée au sein du Conseil d’État, pour détecter les requêtes susceptibles de constituer des séries.

La méthode consistait à mobiliser la communauté juridictionnelle pour "tagger" des requêtes, afin d'identifier les moyens qu'elles contiennent et d'entraîner un moteur de détection.

Les résultats ont été peu concluants, à cause d’un manque de données, de requêtes "tagguées" pour permettre d’entraîner un moteur de recherche.

Le Conseil d'État réalise également un autre projet relatif à la pseudonymisation des décisions. Depuis 2013, existe un traitement déterministe pour permettre d’alimenter **« ARIANEWEB »** et « **LEGIFRANCE »**. Néanmoins, le logiciel présente une marge d'erreur de 8 %. Des améliorations ont progressivement été apportées dans le cadre de la mise à disposition des décisions en Open Data.

En 2020, un outil d'anonymisation des décisions est créé par Etalab. Les résultats sont prometteurs mais insuffisants. De 2021 à 2023, la constitution d'un corpus de décisions a été entreprise pour entraîner le « **modèle NER/ *Named Entity Recognition* /Reconnaissance d'Entités Nommées »**, avec l’application d’un modèle et d’une évaluation. L'IA présente de meilleurs résultats que l'outil actuel car les erreurs résiduelles de l'IA sont corrigées par l'application des règles de gestion.

Le dernier projet du Conseil d'État est **"ARIANE",** une base de jurisprudence. C'est l’outil de référence pour tout magistrat administratif quicomporte toutes les décisions de jurisprudence du Conseil d'État, des Cours administratives d'appel et des Tribunaux administratifs. Ces décisions sont complétées par des documents d'analyse de jurisprudence présents dans toutes les décisions.

Cependant, la création d’un nouveau logiciel a été abandonné pour une refonte du moteur de recherche de la base de jurisprudence ARIANE, plusieurs fonctionnalités ont été envisagées utilisant de l’IA « faible »:

- U**ne suggestion de recherche ;**

- Une **suggestion de résultats approchants ;**

- Un **classement selon des critères de pertinence ;**

- Une **reconnaissance du langage naturel.**

Très vite, plusieurs fonctionnalités ont été écartées car elles sont apparues comme dénaturant le moteur de recherche et la recherche juridique dans la jurisprudence.

Pourtant, les éditeurs juridiques proposent des moteurs de recherche de plus en plus performants, permettant des recherches dans plusieurs bases simultanément.

La base « **ARIANE ARCHIVES »** ne comporte pas de métadonnées ; elle pourrait être complétée par un moteur fonctionnant sur une base de l'IA avec une meilleure exploitation des résultats de recherches.

1. **Les projets européens et l’intelligence artificielle**

**11. Les enjeux socio-économiques européens de l’IA**

Me Mathieu QUINIOU, Expert IA auprès de la CEPEJ, montre qu’il **existe 2 principales catégories d’IA.** L’IA **symbolique et l’IA connexionniste**.

Les IA symboliques sont essentiellement des systèmes d'arbres de décisions réellement maîtrisés par leur créateur au niveau des logiques. Ce sont des systèmes dits experts utilisés depuis plusieurs années. Ils sont souvent exclus des approches réglementaires. L'IA connexionniste crée de nouveaux indicateurs à partir de la base de données sur laquelle elle est créée.

L'IA connexionniste réalise des profils, par exemple dans le domaine judiciaire, sur les typologies de personnes récidivistes, comme COMPAS aux États-Unis. Il s’agit de Chatbots d'aide à la décision ou de création de contenu générée aléatoirement.

Ces sujets relèvent des enjeux socio-économiques, notamment **3 enjeux généraux, en fonction des grandes catégories d'usages :**

* L'IA de création ou d'aide à la création a **des enjeux pour l'emploi** (maintien et réorganisation), pour l'accès aux outils (accès restreint, prix), pour la juste rétribution des créateurs des données d'entraînement, ainsi que les enjeux liés au mauvais usage des IA créatives ;
* L'IA de décision ou d'aide à la décision présente des **enjeux de contrôle**, de transparence, d'explicabilité et d'accès, ainsi que des enjeux pour l'emploi (maintien et réorganisation) ;
* L'IA de profilage et de suggestions discrètes présente **des enjeux dans l'exercice des droits civiques et des enjeux liés à la consommation**.

Dans le domaine judiciaire, se pose la question de l'entraînement des IA connexionnistes avec des décisions de justice.

L'IA d'aide à la décision des magistrats et à la construction de la motivation des décisions, inquiète pour la justification des décisions des juges, comme l'exemple du COMPAS *System* aux États-Unis, dans le domaine judiciaire.

COMPAS S*ystem* a été programmé sur une approche probabiliste du risque de récidive, basée sur l'âge, l'âge de la première arrestation, les antécédents d'actes violents, le niveau d'éducation et les antécédents de non-comparution. Plusieurs études ont démontré que cela fonctionne comme une boîte noire. Le rapport de PROPUBLICA a démontré que le système est dysfonctionnel et discriminatoire.

Le 2ème cas d’usage concerne ChatGPT utilisé par un juge colombien. Le juge colombien a posé à ChatGPT la question suivante : "Un mineur autiste est-il dispensé de payer des frais de modération pour ses thérapies ?".

ChatGPT a répondu : "Selon la loi en vigueur en Colombie, les mineurs ayant reçu un diagnostic d'autisme sont exemptés du paiement des frais de leurs thérapies".

ChatGPT ne prend donc pas la décision à la place du juge.

Il crée des réponses probables en s'appuyant sur un entraînement basé sur du plagiat, telle qu'une base de données de contenus protégés, ou en générant des sorties structurées qui peuvent inclure de fausses citations d'auteurs.

Enfin, le CEPEJ (Conseil de l'Europe Pour l'Efficacité de la Justice) a publié une Charte éthique sur l'utilisation de l'IA dans le système judiciaire européen. Elle reconnaît les principes suivants : (1) le respect des droits fondamentaux, (2) le principe de non-discrimination, (3) le principe de qualité et de sécurité, (4) le principe de transparence et d'impartialité, (5) le principe d'impartialité et d'équité, et (6) le principe de contrôle par les utilisateurs.

Une étude de faisabilité sur la certification de l'IA est en cours. Son **objectif est de labelliser et de garantir la conformité des plateformes d'IA.**

Parallèlement, le CEPEJ a mis en place un Centre de ressources sur la cyberjustice et l'IA. Son objectif est de déployer davantage de projets et de les recueillir selon les modalités du réseau européen de cyberjustice (ENC) avec une classification.

**12. Le règlement européen de l’IA**

Mme **Claire STRUGALA, chargée de missions auprès de la Cheffe du service de l’expertise et de la modernisation du ministère de la Justice**, présente la **proposition de règlement sur l’IA (RIA) publiée par la Commission européenne le 21 avril 2021**. C’est une stratégie de régulation globale du numérique dans l’Union européenne. Le RGPD pose déjà une 1ère protection.

L'Union européenne a mis en **place 4 réglementations ambitieuses complémentaires :** (1) le **Règlement sur les marchés numériques,** pour réguler les marchés numériques et prévenir les comportements anticoncurrentiels, (2) le **Règlement sur les services numériques**, ayant pour objectif de réglementer les services numériques et de garantir la protection des utilisateurs en ligne, (3) le **Règlement sur la gouvernance des données** qui vise à faciliter le partage et la réutilisation des données tout en respectant les droits fondamentaux, (4) la **Directive sur les données ouvertes**, pour encourager la disponibilité et l'utilisation des données publiques.



De plus, la **Déclaration européenne sur les droits et principes numériques pour la décennie numérique a été adoptée en décembre 2022**. Cette déclaration énonce les principes et les droits fondamentaux qui doivent guider l'utilisation de la technologie numérique, y compris l'intelligence artificielle.

L'IA A*ct* qui vise à répondre aux enjeux et aux risques que pose le développement de l’IA, s’inscrit dans cet écosystème de réglementation européenne du numérique.

Pour atteindre cet objectif, il est essentiel d'appliquer de manière uniforme les nouvelles règles, afin de réduire la fragmentation juridique et de faciliter l'établissement d'un marché unique pour les systèmes d'IA.

Le règlement européen, en cours d'élaboration, sur l'intelligence artificielle distingue quatre types d'applications d'IA, en fonction de contraintes réglementaires décroissantes et en fonction de leur niveau de risque. Cette approche permet de mettre en place des réglementations adaptées à chaque type d'application.

Il est également important de mentionner la proposition de **Directive présentée le 28 septembre 2022 concernant la responsabilité non-contractuelle applicable aux systèmes d'IA.** Cette proposition vise à établir des règles de responsabilité en cas de préjudice causé par des systèmes d'intelligence artificielle.

1. **Risque inacceptable article 5 :** Tous les systèmes considérés comme représentant une menace évidente pour les citoyens de l’UE seront interdits : il peut s’agir de la notation sociale (ou *scoring social*) comme cela se pratique en Chine et qui vise à contrôler les individus sur la base d’une note qui leur est attribuée en fonction de leur statut ou de leurs actes.
2. **Haut risque article 6** : sur les composants de sécurité des produits (par ex. application d’IA en chirurgie assistée par robot), sur l’emploi, sur la gestion des travailleurs et sur l’accès à l’emploi indépendant (par exemple, un **logiciel de tri des CV pour les procédures de recrutement**) sur les services publics et privés essentiels (par exemple, la notation de crédit privant des citoyens de la possibilité d'obtenir un prêt) ou sur les mesures répressives susceptibles d'interférer avec les droits fondamentaux des citoyens (par exemple, l’**évaluation de la fiabilité des preuves).**
3. **Risque limité article 52** : sur les systèmes d’IA tels que les dialogueurs (Chatbots) sont soumis à des obligations de transparence minimales, destinées à permettre aux personnes qui interagissent avec une IA d’en avoir connaissance. L’exigence de transparence s’applique également aux *deep fake* afin de ne pas laisser croire à de fausses informations.
4. **Risque minimal** : La grande majorité des systèmes d’IA entrent dans cette catégorie. Le REIA encourage les acteurs à se soumettre à des codes de bonne conduite qui s’inspirent des obligations du haut risque.

Les Systèmes d'Intelligence Artificielle (SIA) utilisés à des fins répressives et d'aide à la décision sont classés comme SIA à haut risque. Certains types de SIA, tels que les **SIA biométriques à distance en temps réel dans l'espace public à des fins répressives, sont interdits.** De même, l'utilisation des **SIA pour évaluer la fiabilité des preuves dans le cadre d'enquêtes ou de poursuites pénales et pour prédire les comportements infractionnels, comme les systèmes d'IA destinés à évaluer le risque de délinquance ou de récidive**, est soumise aux obligations du haut risque.

Les obligations du haut risque sont énoncées aux **articles 9 à 15 du REIA** et leur objectif est de s’assurer que le système IA soit fiable et non discriminant. Ces obligations sont les suivantes : respect des droits fondamentaux, la transparence, l'exactitude, la sécurité et l'éthique.

Il est crucial de se conformer à ces obligations pour garantir une utilisation responsable et éthique des SIA, dans le domaine de la répression et de l'aide à la décision.

**- Mise en place d’un système de gestion des risques** (article 9) ;

**- Règles de gouvernance de données** (article 10) ;

**- Établissement d’une documentation technique** (article 11) ;

**- Mise en place et conservation des journaux d’événements automatiques des systèmes** (article 12) ;

**- Transparence et information des utilisateurs** (article 13) ;

**- Contrôle humain** (article 14) ;

**- Exactitude, robustesse et cybersécurité** (article 15).

Concernant la convention du Conseil de l'Europe sur l'intelligence artificielle, l**e Comité sur l'IA** (CAI) **du Conseil de l'Europe** a mis en place un processus de négociation internationale pour élaborer un cadre juridique contraignant sur le développement, la conception et l'application de l'IA afin de s’assurer que ces technologies ne portent pas atteinte aux droits fondamentaux, à l’État de droit et à la démocratie.

Peu de temps après l'adoption du caractère contraignant de la future convention, le CAI a reçu **un mandat du Conseil pour négocier au nom des 27 États membres**. Les enjeux de la négociation consistent à assurer une bonne cohérence entre les deux instruments qui traitent du même sujet et des mêmes enjeux.

**13. La vision stratégique de la justice et l’IA montre l’importance des défis à surmonter**

M. Alexandre LALLET, Conseiller d’État coordonnateur de **l’étude du Conseil sur l’IA et les pouvoirs publics de mars 2022**, a procédé à l’intervention de clôture.

Selon son analyse, **nous sommes, en 2023, loin des espoirs du « robot juge estonien » annoncé en 2019 comme pouvant régler des petits litiges** sous 7 000 euros. Le **sujet de l’IA crispe souvent un nombre élevé de magistrats** car, pour eux, la **valeur de la justice est la décision humaine**.

Savoir écouter et rendre une justice par des pairs humains sont des bases fondamentales de la profession. Le « **cousu main » de la justice actuelle peut se heurter aux besoins de vitesse et d’efficacité** réclamé par la société. Mais les **systèmes numériques se disqualifient souvent par leurs erreurs**, alors que les citoyens admettent mieux des erreurs humaines plus nombreuses.

La justice est une **activité qui reste encore majoritairement artisanale**, et même parfois **artistique.** Son approche est globalement **contraire à une structuration industrielle à l’ère de l’IA.** Parfois la réticence peut même être liée à l’ignorance de l’IA, qui est d’ailleurs un concept qui a surtout été mis en avant par des entreprises qui souhaitent vendre des solutions.



*Le président Denis BESLE a félicité le conseiller d’État Alexandre LALLET pour sa remarquable conférence de clôture. M. Alexandre LALLET avait participé au rapport du Conseil d’Etat remarquable aux côtés de M. Thierry TUOT sur «****l’IA et l’action publique : construire la confiance, servir la performance****» de mars 2022.*

Même s’il existe une extrême diversité de système de l’IA, **la justice a intérêt à avancer dans les expérimentations**. Les risques ou les résistances internes ne justifient par l’inaction.

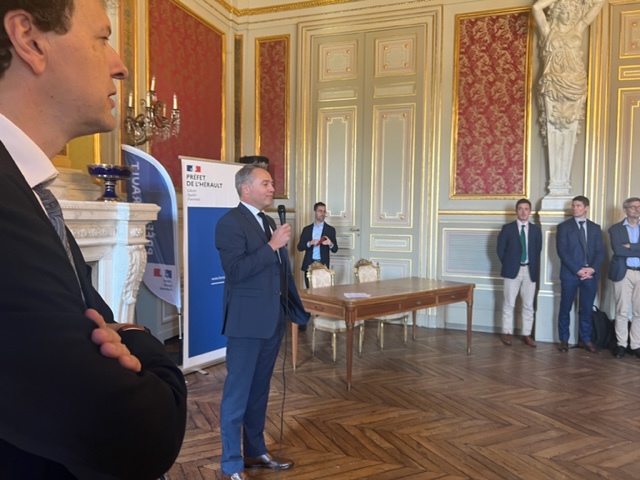
Les **7 principes définis dans le rapport du Conseil d’État** apportent une méthodologie qui comprend : (1) la primauté humaine, (2) la performance, (3) l’équité et la non-discrimination, (4) la transparence, (5) la sûreté (cybersécurité), (6) la soutenabilité environnementale, (7) l’autonomie stratégique.

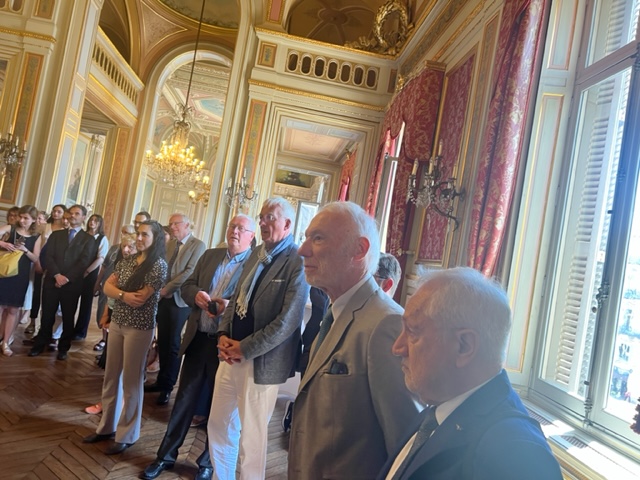
Un **grand besoin de formation des juges à l’IA** est à organiser pour progresser. La **justice va être massivement confrontée à l’IA par les recours des citoyens** et des personnes morales qui vont attaquer des systèmes. Les **éléments algorithmiques seront à interpréter par le juge**, ce qui nécessite une nouvelle culture de l’IA qui est encore très largement absente.

La justice va pourvoir **utiliser l’IA dans de nombreuses fonctions internes** comme (1) l’enregistrement des affaires au greffe, (2) le processus de production de requêtes, (3) la détection d’anomalies dans des rédactions, (4) les Chatbots de dialogue avec les citoyens, (5) l’assistance des juges dans de nombreuses actions de traduction ou de rédaction et aussi pour (6) des missions comme le rapprochement de jurisprudence.

**Commencer avec des projets IA de taille modeste** s’impose pour la période de 2023 à 2025, en **évitant des « surpromesses »** et des sous réalisations. La route de l’IA est longue et il convient **d’avancer très progressivement**, en veillant à **associer les humains et les justiciables**.

**Préfecture de l’Hérault**







*M. Frédéric POISOT, Secrétaire général de la préfecture de l’Hérault a accueilli au nom M. Hugues MOUTOUH l’ensemble des membres des groupes de travail du colloque dans les salons de la préfecture pour délivrer un message de reconnaissance au nom de l’Etat. Mme Mélissa KAYHAN Chargée d’études juridiques à la DMIA et Mme Ayla HAFSAOUI, Doctorante sur le droit et les algorithmes.*

**TABLE DES MATIERES**

**Partie I. La présentation de l’IA et l’exposé des concepts clefs**

1.L’ouverture sur la présentation générale de l’IA ……………………..................p.3

2. Les pouvoirs publics et la stratégie nationale de l’IA (SNIA) ………….……… p.5

3. L’Open Data des décisions de justice en France ……………………………… p.6

**Partie II. L’IA dans procès administratif**

4. L’IA dans le procès administratif peut aider les métiers de la justice ………p.7

5. La justice dématérialisée, e-justice ………………………………….……….p.9

6. Les applications de l’IA au profit de la justice ………………………….………p.9

**Partie III. Les outils IA au service des avocats**

7. La justice prédictive et le moteur de recherche « PREDICTICE » …….………..p.12

8. SEPTEO un outil de stratégie de l’IA ...…………………………………………….p.13

9. Les chantiers du ministère de la Justice …………………………………………….p.14

10. Les « chantiers »de l’IA au Conseil d’État ……………………………..………..p.17

**Partie IV. Les projets européens et l’intelligence artificielle**

11. Les enjeux socio-économiques européens de l’IA …………………….………p.19

12. Le règlement européen de l’IA…………………………………………………….p.20

13. La vision stratégique de la justice et l’IA et les défis à surmonter …………….p.23



**ANNEXE**







Copie à :

- M. Michel ROUZEAU, Chef de l’IGA

- M. Didier MARTIN, Secrétaire général du MIOM

- M. Olivier JACOB, Préfet, Directeur de la DMATES

- M. Mathieu Weill, Directeur de la DNUM

- M. Jean MAFART, Directeur des Affaires Internationale

- Mme Pascale LÉGLISE, Directrice des Affaires Juridique et des Libertés Publiques

- M. Le Général Patrick PERROT, Coordonnateur pour l’IA de la Gendarmerie nationale

- M. Le Général Christophe VERCELLONE, DNUM adjoint

- Mme Véronique BELOULOU, Secrétaire général de la DMIA

- Cercle IAMI

